

Que faire du racisme en sociologie politique ? Réponse à quelques critiques

Félicien Faury

Félicien Faury répond à la critique principale de David Gouard quant à son usage du concept de « racisme ». Il montre que la notion reste indispensable pour comprendre certains ressorts fondamentaux du vote pour l'extrême droite.

Je remercie tout d'abord David Gouard¹ pour sa recension de mon ouvrage, qui m'offre l'occasion de clarifier un certain nombre de malentendus. Que sa critique du livre soit juste ou injuste n'est pas ici le problème, car mon intention est de nourrir une discussion scientifique plus large autour du sujet principal pointé par le compte rendu, à savoir la place du racisme dans les comportements sociaux et politiques. Même si mon ouvrage aborde bien d'autres enjeux (le vote féminin pour le RN, la défiance politique, les dimensions résidentielles et scolaires des expériences de classe, etc.), la question raciale est celle qui a cristallisé, me semble-t-il, la majeure partie des crispations et des critiques autour de mon livre. Celles-ci ont donné lieu à des désaccords tout à la fois scientifiques et politiques, qu'il s'agit d'identifier et d'assumer, mais aussi à certaines confusions, qu'il s'agit de dissiper.

Analyser les attitudes politiques : articuler statistiques et enquêtes de terrain

Commençons par un point de méthode. La recension a raison de mentionner les enquêtes d'opinion existantes sur les préjugés racistes en France, qui permettent de situer la réalité décrite dans *Des électeurs ordinaires* au sein d'une configuration plus vaste. C'est ce que j'ai tenté de faire tout au long de mon ouvrage, en analysant les discours des électeurs et électrices du Rassemblement national (RN) à l'aune de logiques collectives qui traversent la société en son entier (ainsi de la ségrégation résidentielle, des stratégies de placement scolaire, de l'islamophobie, etc.). Plus fondamentalement, même si mon livre repose sur une enquête de terrain, les démonstrations qui y sont présentes cherchent toujours à dialoguer avec les données quantitatives disponibles sur les attitudes et les orientations électorales, et en particulier sur le vote RN.

C'est cette conception des méthodes qualitatives que je défends : l'enquête de terrain n'est pas là pour apporter des « contre-exemples » aux travaux quantitatifs (ni même, j'ajouterais, des « nuances »). La valeur explicative de l'enquête de terrain réside dans sa capacité à éclairer les mécanismes qui relient certains facteurs entre eux – par exemple entre le vote RN et le niveau de diplôme, « variable lourde » identifiée par la statistique électorale (Mayer 2016 ; Durovic *et al.* 2025) – et dans sa prétention à décrire de manière réaliste le fonctionnement du monde social. C'est notamment ce qui me permet de remettre en cause certaines routines et certains découpages à l'œuvre dans les études quantitatives – comme le fait de penser le racisme

¹ D. Gouard, « Attitudes racistes et ancrage du vote Rassemblement national. La normalisation du vote d'extrême droite en question », *Métropolitiques*, 18 décembre 2025, URL : <https://metropolitiques.eu/Attitudes-racistes-et-ancrage-du-vote-Rassemblement-national.html>.

comme un élément d'ordre uniquement « culturel » et donc distinct des préoccupations matérielles (Faury 2024) ou la tendance à isoler et à hiérarchiser les « principales préoccupations » du vote (Faury 2025a), etc. Mais les critiques qu'il est possible d'adresser aux enquêtes par questionnaires consacrées aux déterminants du vote sont avant tout une invitation à interpréter différemment les mêmes réalités, et on ne trouvera pas dans mon livre de résultats qui entrent frontalement en contradiction avec ceux établis statistiquement sur l'électorat d'extrême droite.

Baisse des préjugés racistes et montée de l'extrême droite : un paradoxe ?

Cela vaut aussi pour la question du racisme. Il est en effet étrange de faire appel, comme le fait David Gouard, aux travaux de Nonna Mayer et de Vincent Tiberj pour questionner la dimension raciste du vote RN, alors que ce sont précisément leurs recherches qui, enquêtes après enquêtes, ne cessent de rappeler combien les électeurs et électrices du RN se situent toujours au plus haut des « échelles d'ethnocentrisme », qui mesurent la récurrence et l'intensité du rejet des minorités ethno-raciales. Il s'agit là d'un fait confirmé par la quasi-totalité des enquêtes attitudinales et électorales, en France mais aussi dans toutes les sociétés européennes et nord-américaines.

Il faut cependant comprendre que ce niveau de racisme est toujours à saisir de façon *relative*. C'est ainsi que se résout un paradoxe souvent pointé : si le niveau de préjugés racistes baisse dans la population française, comme l'attestent de nombreuses enquêtes, comment expliquer que l'extrême droite atteigne de tels scores électoraux ? C'est qu'il faut ici distinguer entre l'existence des préjugés et leur politisation – ce à quoi enjoint d'ailleurs explicitement Vincent Tiberj (2024) dans ses recherches sur la droitisation. Il est tout à fait possible que les normes raciales (ou genrées) d'un groupe ou d'une société évoluent tendanciellement dans un sens progressiste, mais que les préjugés persistants soient, eux, plus systématiquement politisés et se traduisent plus régulièrement en votes. La montée de l'extrême droite est donc moins le signe d'une augmentation globale des préjugés que celui d'une « électoralisation » croissante du racisme, accentuée par différentes évolutions, comme l'intensification des concurrences matérielles pour l'accès à des ressources rares (emplois stables, logements, services publics de qualité), les transformations des relations entre majoritaires et minoritaires en contexte postcolonial ou, encore, l'émergence d'une offre politique et médiatique attisant les affects racistes (Faury 2025b).

Il n'y a donc rien de contradictoire entre la baisse de certaines formes de racisme telles que mesurées dans le recueil sondager des opinions, d'une part, et l'intensification politique et électorale de tendances réactionnaires, d'autre part. L'une peut d'ailleurs expliquer l'autre, l'émergence de nouvelles normes engendrant crispations et réactions défensives, selon une logique de *backlash* déjà étudiée à d'autres échelles et dans d'autres espaces (Norris et Inglehart 2019).

De l'opinion au fait social

Par ailleurs, les préjugés enregistrés dans ces enquêtes d'opinion ne sont qu'une facette, et une facette seulement, du fait social raciste. Celui-ci ne saurait en effet être réduit à une somme de « mauvaises croyances » récoltées de façon déclarative à l'échelle individuelle. Mes recherches rappellent, à la suite de bien d'autres, la dimension structurelle, matérielle et inégalitaire du racisme, en tant que rapport de pouvoir activé et reproduit au quotidien (Essed 2024) – souvent de façon naturalisée, invisible, voire inconsciente. De ce point de vue, l'observation d'un racisme explicite (dans un récit récolté lors d'un entretien, par exemple)

n'est pas en soi un résultat mais un point de départ : restent à identifier les conditions sociales de cette explicitation, laquelle n'a rien d'évidente, en la connectant aux structures socio-raciales plus larges dans lesquelles elle s'insère. C'est ainsi que, dans mes travaux, je définis le racisme à deux niveaux. À un niveau individuel et descriptif, j'établis quatre opérations complémentaires (fixation, essentialisation, altérisation, hiérarchisation) qui me permettent de qualifier de « racistes » les propos récoltés. Ces récits sont cependant considérés – c'est le deuxième niveau, social et explicatif – comme des modes spécifiques d'exercice et d'entretien d'un *rapport de pouvoir* socialement et historiquement instauré entre groupes sociaux racialisés. C'est ce rapport social qui s'impose aux individus et au sein duquel ils cherchent à se placer. Le vote RN est dès lors un des instruments d'une « micropolitique de la race », comme je propose de l'appeler dans le livre, par laquelle ces électeurs et électrices prennent position dans les hiérarchies sociales racialisées.

C'est sur ce point que mon ouvrage se démarque des recherches sur les attitudes et les préjugés, pour s'adosser à l'immense et riche littérature sur les processus de racialisation et les rapports sociaux de race. En effet, un des projets scientifiques de mon livre a été de faire davantage dialoguer le domaine qui est le mien, la sociologie politique, et singulièrement la sociologie des comportements électoraux, avec le champ de la recherche dédié aux questions raciales. Ce dernier, souvent labellisé *critical race theory* dans le monde anglophone (Crenshaw *et al.* 1995 ; Ray 2022 ; Delgado, Stefancic 2023), mais qui connaît un fort développement en France (Bouzelmat 2019 ; Brun et Cosquer 2022), est l'un des domaines intellectuels où le concept de racisme a été le mieux débattu et théorisé. Il apparaît donc de plus en plus absurde scientifiquement – et questionnable politiquement – de continuer à l'ignorer, comme c'est encore souvent le cas dans les études sur l'extrême droite, en France mais aussi à l'étranger (Mondon 2023)². Comme je l'ai exposé récemment (Fauray 2024), la recherche sur l'extrême droite reste coincée entre des travaux présentant les enjeux de classe comme prioritaires (au détriment d'autres rapports sociaux) et d'autres qui appréhendent le racisme uniquement comme préjugé individuel. Les études sur le racisme comme rapport social permettent d'ouvrir une troisième voie, qui analyse l'influence du racisme dans le vote d'extrême droite, tout en l'intégrant à l'étude de dynamiques collectives et structurelles.

Normaliser l'étude du racisme

Reste enfin la question du choix du terme : racisme. C'est sans doute un autre point de démarcation avec beaucoup d'études de science politique sur l'extrême droite, lesquelles restent peuplées d'euphémismes (« ethnocentrisme », « nativisme », attitudes « anti-immigration ») qui manquent, à mon sens, les phénomènes qu'ils cherchent à décrire. Car ce sont bien de réalités *raciales* dont il s'agit à chaque fois : les minorités assignées racialement ne sont pas des « ethnies » à proprement parler, ni non plus des « non-natifs » (sauf à reproduire le mythe d'une nation « nativement » blanche et homogène), et l'on sait que le terme d'« immigration » constitue de plus en plus souvent une manière de « dire sans dire » la race (Balibar et Wallerstein 2018), à l'encontre de groupes et d'individus qui ne sont la plupart du temps plus immigrés depuis plusieurs générations. Ce qui est mesuré est, à chaque fois, leur assignation raciale, ce dont les concepts majoritairement utilisés dans la littérature sur l'extrême droite ne permettent paradoxalement pas de rendre compte.

J'ai bien sûr conscience que le terme de « racisme » est chargé normativement (tout comme le sont d'ailleurs d'autres concepts fondamentaux des sciences sociales, comme celui de « domination »), qu'un de ses usages sociaux est l'insulte (« raciste »), qu'il peut charrier avec

² Pour une perspective plus large, lire également le récent numéro de la revue *Marronnages*, « Racisme à l'université », notamment Hajjat 2025.

lui condescendance culturelle et violence de classe. Je comprends tout à fait que l'on puisse être réticent à sa mobilisation, et je comprends d'autant plus cette réticence chez les sociologues engagé·es dans des enquêtes de terrain. Celles-ci sont, on le sait, tissées de loyautés et de dettes vis-à-vis de « nos » enquêté·es, où l'anticipation de leurs réactions à notre travail et à nos prises de parole publiques peut dès lors fonctionner comme des effets de censure. Je pense cependant que ce terme doit être utilisé, et qu'il faut « normaliser », si j'ose dire, son usage au sein des sciences sociales³. Peut-être que certaines précautions langagières seront toujours nécessaires : parler par exemple de « jugements racialisés », de « participation aux processus de racialisation », de « prise de position au sein des hiérarchies socio-raciales », d'« activation de la blancheur ». On gagnerait sans doute également, pour éviter toute essentialisation, à n'utiliser l'adjectif « raciste » que pour qualifier des situations, des discours et des pratiques et non des individus, afin de « mettre méthodiquement la dimension raciste en lien avec les choses plutôt qu'avec les gens » (Dhume 2024, p. 49). Le principal enjeu reste selon moi que cette dimension raciale des comportements socio-politiques soit reconnue, et nommée comme telle avec un vocable cohérent.

Au-delà de l'extrême droite

La dernière condition pour que l'usage de la notion de racisme ne se transforme pas en une condamnation morale et individualisante est, à nouveau, de toujours reconnaître sa dimension construite, collective et relationnelle. On ne peut dire sociologiquement – mais cela a d'évidents prolongements normatifs – qu'il y a du racisme dans le vote RN que si l'on considère dans le même temps que le RN est très loin d'avoir le monopole du fait social raciste.

On touche ici à une partie de l'argument de mon livre qui n'a pas toujours été bien entendue : il n'a jamais été question d'affirmer que le vote RN reposerait uniquement (ou « essentiellement ») sur des ressorts racistes, car l'enjeu a justement été de rappeler constamment que le racisme est opérant *bien au-delà* de cette seule préférence électorale. Pour comprendre le vote RN, il faut donc décrire les *formes spécifiques* prises par le racisme dans cette expression politique, et comment ces formes s'articulent à d'*autres* facteurs sociaux – j'insiste par exemple dans l'ouvrage sur l'affinité entre certaines formes de racisme comme l'islamophobie et certaines expériences de classe (résidentielles, scolaires) des couches sociales intermédiaires.

Cet effort d'analyse devrait être prolongé à d'autres configurations sociales, d'autres groupes, et bien sûr d'autres électorats. Le véritable problème des *Électeurs ordinaires* réside d'ailleurs peut-être ici : par construction, il se focalise sur des personnes qui ont voté pour l'extrême droite. Il faudrait pouvoir étendre l'enquête, afin d'identifier comment la racialisation des conduites politiques peut prendre des modalités différentes, plus ou moins conscientes, dans d'autres milieux sociaux et chez d'autres électeurs et électrices, y compris de gauche.

Bibliographie

- Balibar, É. et Wallerstein, I., 2018. *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris : La Découverte.
- Bouzelmat, I. 2019. « Le sous-champ de la question raciale dans les sciences sociales françaises », *Mouvements*. URL : <https://mouvements.info/le-sous-champ-de-la-question-raciale-dans-les-sciences-sociales-francaises/>.

³ Je renvoie ici à l'article du philosophe Michael Hardimon (2019) au titre évocateur : « Should We Narrow the Scope of "Racism" to Accommodate White Sensitivities? ».

- Brun, S. et Cosquer C. 2022. *Sociologie de la race*, Paris : Armand Colin.
- Crenshaw, K., Gotanda, N., Peller, G. et Thomas, K. (dir.). 1995. *Critical Race Theory: The Key Writings That Formed the Movement*, New York : The New Press.
- Dhume, F. 2024. « Racisme : problème et controverses », *Les Cahiers pédagogiques*, n° 595, p. 49.
- Delgado, R., Stefancic, J. 2023. *Critical Race Theory. An Introduction*, New York : NYU Press.
- Durovic, A., Mayer, N. et Piolat, N. 2025. « Ni tout à fait le même ni tout à fait un autre. Le vote aux élections législatives de 2024 au prisme du genre et de l'âge », *Revue française de science politique*, n° 75, p. 39-65. URL : <https://shs.cairn.info/revue-revue-francaise-de-science-politique-2025-1-page-39?lang=fr&tab=texte-integral>.
- Essed, P. 2024 [1991]. *Comprendre le racisme quotidien*, éd. Damien Trawalé, Paris : Éditions Syllepse.
- Faury, F. 2024. « Racisme et vote d'extrême droite. Retour sur une question et pistes analytiques », *Sociétés contemporaines*, n° 134-135, p. 111-141. URL : <https://shs-cairn-info.inshs.bib.cnrs.fr/revue-societes-contemporaines-2024-2-page-111?lang=fr>.
- Faury, F. 2025a. « Les facteurs explicatifs du vote RN », *Après-demain*, n° 73, p. 24-25. URL : <https://shs.cairn.info/revue-apres-demain-2025-2-page-24?lang=fr&tab=texte-integral>.
- Faury, F. 2025b. « La politisation du racisme », *Après-demain*, n° 75.
- Hajjat, A. 2025. « Minorités ethnoraciales et expériences du racisme dans les mondes académiques occidentaux », *Marronnages*, vol. 4, n° 1, p. 8-38. DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.17761863>.
- Hardimon, M. 2019. « Should We Narrow the Scope of "Racism" to Accommodate White Sensitivities? », *Critical Philosophy of Race*, vol. 7, n° 2, p. 223-246.
- Mayer, N. 2016. « Les constantes du vote FN », *Revue Projet*, n° 354, p. 11-14. URL : <https://shs-cairn-info.inshs.bib.cnrs.fr/revue-projet-2016-5-page-11?lang=fr>.
- Mondon, A. 2023. « Epistemologies of Ignorance in Far Right Studies: the Invisibilisation of Racism and Whiteness in Times of Populist Hype », *Acta Politica*, n° 58, p. 876-894. DOI : <https://doi.org/10.1057/s41269-022-00271-6>.
- Norris, P. et Inglehart, R. 2019. *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Ray, V. 2022. *On Critical Race Theory. Why It Matters and Why You Should Care*, New York : Random House.
- Tiberj, V. 2024. *La droitisation française. Mythe et réalités*, Paris : PUF.

Félicien Faury est sociologue et politiste, chargé de recherche au CNRS et chercheur au Cescip (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales). Ses travaux portent sur l'extrême droite contemporaine, les comportements politiques, le vote, le militantisme. Il a récemment publié *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite* (Seuil, 2024), « Racisme et vote d'extrême droite » (*Sociétés contemporaines*, 2024), « Retour sur la conscience sociale triangulaire » (*Savoir/Agir*, 2025).

Pour citer cet article :

Félicien Faury, « Que faire du racisme en sociologie politique ? Réponse à quelques critiques », *Métropolitiques*, 22 décembre 2025.

URL : <https://metropolitiques.eu/Que-faire-du-racisme-en-sociologie-politique.html>.

DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.2240>.